nombre de municipalités sociétaires réparties en groupements agissant en commun pour se procurer de la force motrice. Elle débuta en 1903, d'une agitation publique pour assurer d'amples approvisionnements d'énergie électrique pour distribution à bon marché par toute la province. Sept municipalités se liguèrent en vertu de la loi qui leur permettait de faire nommer une commission pour enquêter sur les problèmes de l'énergie électrique. Cette commission, connue sous le nom d'Ontario Power Commission, termina son travail en 1906 et la même année, le gouvernement d'Ontario par statut spécial créa la présente Commission Hydroélectrique d'Ontario. Les activités de la nouvelle entreprise s'étendirent rapidement au point qu'aujourd'hui le service électrique est fourni par la Commission à environ 550 municipalités, ce qui comprend presque toutes les cités et villes de la province aussi bien qu'un bon nombre de régions et communautés rurales.

La fourniture d'énergie soit par achat ou par génération, sa transformation, sa transmission et sa livraison aux différentes municipalités et aux grands consommateurs industriels, et l'opération de districts ruraux d'énergie électrique se font par les municipalités agissant *conjointement* par l'intermédiaire de leur agent et vendeur, la Commission Hydroélectrique d'Ontario. Les activités locales telles que la distribution de détails de l'énergie électrique aux consommateurs dans les limites des différentes municipalités urbaines sont sous la direction immédiate de chaque municipalité *individuelle*, sous le contrôle des commissions municipales des utilités agissant sous la surveillance générale de la Commission Hydroélectrique.

Le capital requis pour les usines génératrices et pour les lignes de transmission est avancé par la province, les municipalités s'engageant à rembourser au cours d'une période de 40 ans les argents ainsi avancés, et les réseaux de distribution locale sont financés individuellement par des émissions d'obligations municipales. Il est toujours prévu que les taux exigés du consommateur ultime soient suffisants pour amortir ces obligations dans 20 ou 30 ans.

Quand une municipalité désire adhérer au système de la Hydro, la Commission soumet une estimation du coût de l'énergie livrée à la municipalité, ensuite la question d'adhésion à la Hydro est votée sous forme de règlement civique qui, s'il est adopté, est suivi d'une autre règlement pour assurer les fonds nécessaires à la construction du réseau municipal de distribution.

Le prix auquel le courant est fourni par la Commission aux différentes municipalités varie suivant le volume, la distance des sources de génération et autres facteurs. Le principe basique de l'entreprise est que le service doit être donné au prix de revient. Comme dans toutes les entreprises bien organisées, la Commission provinciale et les Commissions municipales prévoient toujours une marge dans la préparation de leurs taux pour les réparations, les remplacements, les améliorations et autres différentes contingences. De plus un fonds d'amortissement assure que les charges pour l'intérêt seront réduites à mesure que les différentes émissions seront rachetées. Les comptes pour le service en gros donné par la Commission sont envoyés chaque mois aux Commissions municipales à un taux estimatif intérimaire et à la fin de chaque année, quand les livres de la Commission sont balancés et quand le coût actuel du service est établi, il y a rajustement par solde au crédit ou débit suivant le cas.

Les prix de l'électricité telle que distribuée par les Commissions municipales sont sous le contrôle de la Hydro afin d'assurer que chaque classe de consommateur porte une part appropriée des dépenses de l'entreprise. L'échelle des taux pour chaque classe de service a pour but d'assurer, autant que possible, que chaque consommateur ne paie que le coût de revient du service qu'il reçoit.